

L'Echo

L'Echo

01:00 - 03 avril 2014 par Delphine Denuit

Arnaud Montebourg, "Monsieur Industrie", prend du galon

L'ex-ministre français du Redressement productif a remporté un portefeuille élargi à l'Economie et au Numérique.

- [Voici le nouveau gouvernement ...](#)

Homme de combat, Arnaud Montebourg a été nommé hier ministre français de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique, élargissant le portefeuille qu'il détenait ces vingt-deux derniers mois à la tête du Redressement productif. Cette nomination aux allures de consécration reste certes encadrée par l'arrivée de Michel Sapin, l'un des plus proches amis du président, aux commandes du ministère des Finances. Mais elle n'en reste pas moins une réelle victoire pour le "troisième homme" des primaires socialistes de 2011, qui a réussi à grimper un à un les échelons politiques en un temps record.

Grande gueule

Avocat de formation, Arnaud Montebourg s'est lancé en politique par conviction. *"Il considère que c'est aux politiques d'avoir le pouvoir sur les institutions, résume Thomas Clay, l'un de ses meilleurs amis, professeur de Droit à l'Université de Versailles. C'est son fil rouge, la base même de son engagement politique"*. D'abord député puis président du Conseil général de Saône et Loire, il s'est fait connaître du grand public par un franc-parler hors du commun. N'hésitant pas à critiquer ouvertement la mondialisation, l'euro fort, l'ultra-libéralisme allemand et même les politiques d'austérité européennes, il est friand et apprécié des médias qui lui ouvrent volontiers leurs antennes.

CV express

1962 Naissance le 30 octobre à Clamecy, dans la Nièvre.

1985 Adhère au Parti socialiste (PS).

1997 Élu député.

2008 Secrétaire national du PS et Président du Conseil général de Saône-et-Loire.

2011 Arrive troisième aux primaires socialistes, avec 17,3% des suffrages, derrière François Hollande et Martine Aubry mais devant Ségolène Royal.

2012 Ministre du Redressement productif dans le gouvernement Ayrault.

2 avril 2014 Ministre de l'Economie, du Redressement productif et du Numérique au sein du gouvernement Valls.

L'homme de gauche apprend très vite à s'en servir habilement. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre sortant, en fera même les frais. *"Tu gères la France comme le conseil municipal de Nantes"*, lui aurait lancé Arnaud Montebourg à propos de Florange. A l'époque, le ministre montre des poings face à la direction de Florange qui souhaite fermer le site de hauts-fourneaux, et menace même de nationaliser le groupe alors que Matignon tempère, déjugeant Arnaud Montebourg, furieux. Il faut dire que Montebourg n'a pas sa langue dans sa poche. Il n'hésite pas à fustiger la stratégie de l'ancien patron de Peugeot, Philippe Varin, et annoncer que Lakshmi Mittal (propriétaire de Florange) n'est plus le bienvenu en France!

Dès lors, sa nomination peut paraître risquée pour le gouvernement Valls. D'autant que d'importants défis attendent le nouveau ministre de l'Economie. Il lui revient de "porter" le très attendu "pacte de responsabilité", en cours de négociation avec le patronat. Ce pacte, qui prévoit une baisse des charges des entreprises de 50 milliards d'euros d'ici à 2017 en échange de milliers de créations d'emplois, est censé relancer l'économie. Or, les négociations avec le patronat piétinent. *"Le choix d'Arnaud Montebourg est un signal fort aux entreprises car il est suffisamment charismatique et a fait ses preuves en matière de défense de l'emploi"*, précise le politologue Olivier Rouquan. *"Il a l'habitude de dialoguer avec les chefs d'entreprise et sait se faire apprécier d'eux"*. De nombreux chefs d'entreprises louent d'ailleurs sa capacité d'écoute et de travail, à l'instar de Vincent Bolloré ou encore de Martin Bouygues dont le ministre a pris la défense dans le dossier de la vente de l'opérateur de téléphonie mobile SFR. *"C'est en 'Monsieur Industrie' qu'il gérera ses dossiers en tant que ministre du Redressement productif et c'est logique qu'il en prenne les commandes dans un gouvernement où l'on cherche à doter la France d'une politique industrielle"* souligne le politologue. Et ce n'est pas un hasard s'il récupère aussi le Numérique et la Recherche, un secteur où de nombreuses petites entreprises ont besoin aujourd'hui d'investisseurs pour croître.

Contre le Traité

Mais il reviendra aussi au nouveau ministre de l'Economie de plaider auprès de la Commission européenne la politique économique de la France — mais plutôt en deuxième ligne, Michel Sapin étant l'interlocuteur officiel de la Commission. Le dérapage du déficit public à 4,3% du PIB en 2013 nécessite des mesures d'économies supplémentaires, selon la Commission. L'un des rares hommes politiques français à s'être prononcé contre le Traité constitutionnel européen en 2005 va désormais devoir faire preuve de réalisme économique et tenter d'infléchir la politique européenne aux réalités économiques françaises. Selon Olivier Rouquan, *"Montebourg veut durer et a dû être cadre par Manuel Valls qui ne supportera aucun débordement, aucun électron libre dans son gouvernement"*. A Montebourg de montrer qu'il peut désormais retenir sa fougue.

Copyright © L'Echo

Copyright © L'Echo